

Communication, technologies et développement

11 | 2022 Intelligence artificielle et innovation sociale

La gouvernance au sein des pays de l'UEMOA : avantages de l'utilisation de l'intelligence artificielle

Governance in WAEMU countries: benefits of using artificial intelligence Gobernanza en los países de la UEMOA : Ventajas del uso de la inteligencia artificial

Mamadou NDIONE



Édition électronique

URL: https://journals.openedition.org/ctd/7083

DOI: 10.4000/ctd.7083 ISSN: 2491-1437

Éditeu

Chaire Unesco Pratiques émergentes en technologies et communication pour le développement

Édition imprimée ISBN: 2491-1437

Référence électronique

Mamadou NDIONE, « La gouvernance au sein des pays de l'UEMOA : avantages de l'utilisation de l'intelligence artificielle », *Communication, technologies et développement* [En ligne], 11 | 2022, mis en ligne le 15 février 2022, consulté le 16 mars 2022. URL : http://journals.openedition.org/ctd/7083; DOI: https://doi.org/10.4000/ctd.7083

Ce document a été généré automatiquement le 16 mars 2022.

Communication, technologies et développement

La gouvernance au sein des pays de l'UEMOA : avantages de l'utilisation de l'intelligence artificielle

Governance in WAEMU countries: benefits of using artificial intelligence Gobernanza en los países de la UEMOA : Ventajas del uso de la inteligencia artificial

Mamadou NDIONE

- L'intérêt porté à l'intelligence artificielle (IA) est de plus en plus croissant et celle-ci suscite un grand espoir pour améliorer le quotidien d'un grand nombre de personnes (Zouinar, 1) et pour cause, elle permet d'accroitre la productivité et la performance des entreprises par la facilitation et l'humanisation du travail, donc de réduire conséquemment les souffrances des travailleurs. Elle est considérée comme une ressource stratégique pour un développement durable à travers les débouchés qu'elle offre et ses possibilités d'application énormes grâce à la puissance des processeurs, le big data ainsi que le développement des algorithmes (Portnoff et Soupizet, 5). « Elle est arrivée à un tel point d'évolution qu'elle se transforme et progresse sans intervention décisive de l'homme, par une sorte de force qui la pousse à la croissance et l'entraîne par nécessité à un développement incessant » (Ellul, 274).
- Si l'IA est source d'opportunité et peut s'appliquer dans plusieurs domaines (Crowston et Bolici, 5961), quel peut être son apport dans la gouvernance, notamment dans les pays en développement? Ceux-ci sont caractérisés par des problèmes de gouvernance complexes qui bloquent leur croissance économique (Ndione et Diouf, 309) et plombent ainsi leur développement. La gouvernance d'un pays est définie par la commission sur la gouvernance mondiale, dans son rapport publié en 1995 comme
 - « la somme des différentes façons dont les individus et les institutions publiques et privées gèrent leurs affaires communes. C'est un processus continu de coopération et d'accommodement entre des intérêts divers et conflictuels. Elle inclut les institutions officielles et les régimes dotés de pouvoirs exécutoires aussi bien que

les arrangements informels sur lesquels les peuples et les institutions sont tombés d'accord ou qu'ils perçoivent être de leurs intérêts ».

- Gouverner autrement est devenu un impératif dans ces pays et l'IA pourrait être une solution si elle est utilisée pour aider les dirigeants à gouverner convenablement. De fait, cette complexité croissante dans la gouvernance des pays en développement bénéficierait positivement de la mise en place de l'intelligence artificielle. C'est dans ce contexte que nous nous intéressons à la question de recherche suivante :
- 4 Quels sont les avantages de l'utilisation de l'IA dans la gouvernance des pays en développement : le cas des pays de l'UEMOA ?
- L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est une organisation intergouvernementale, qui regroupe huit États d'Afrique Sub-saharienne. En 1993, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo ont signé à Dakar le Traité de l'UEMOA, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1994. En 1997, la Guinée-Bissau a également signé le traité et rejoint les premiers États membres. Il s'agit du seul pays non francophone. Le choix de l'UEMOA se justifie par le fait que c'est une zone souffrant énormément de problèmes de gouvernance et son corolaire est l'échec endémique des politiques de développement; sans omettre la corruption qui gangrène des secteurs stratégiques (impôts, douanes, taxes, collectivités territoriales et autres), les raquettes sur les corridors routiers dénoncées par l'observatoire pour les pratiques anormales (OPA), etc. Ainsi l'objet de cet article est de montrer que l'IA pourrait permettre de lutter contre la corruption, de promouvoir la stabilité politique et un climat social apaisé, de mettre en place une gouvernance efficace basée sur le respect des lois établies dans la transparence.
- Sur la base de données quantitatives collectées sur la base de données de la banque mondiale (World Governance Indicators- WGI) entre 1996 et 2019, nous allons montrer les problèmes de gouvernance dans l'UEMOA et par la suite mettre en évidence les avantages de l'utilisation de l'IA. Ainsi, après une première partie portant sur une revue de la littérature, une seconde mettra l'accent sur le contexte de l'étude et enfin nous montrerons les avantages de la mise en place de l'IA pour corriger les problèmes de mal gouvernance.

Revue de la littérature

« Quand une technologie apparaît, les Américains en font un business, les Chinois la copient et les Européens la régulent » (Laurent, 171). De fait l'évolution du numérique est plus notée aux États unis et en Chine, l'Europe est en retard alors que l'Afrique voire les pays en développement ne sont même pas encore dans les starting-blocks; pendant ce temps le développement du numérique et ses ramifications s'inscrivent dans le quotidien des populations (Bertucci et al., 103) et avec la virtualisation, s'installe la coutume de consulter en ligne les comptes bancaires, de payer les frais d'eau, d'électricité, de gaz, de recharger son crédit téléphonique, etc. Ces nouveautés ont changé positivement nos vies dans plusieurs domaines et nous disposons ainsi de machines intelligentes qui interviennent de manière autonome dans les interactions entre les hommes, en effectuant par exemple les activités des plus essentielles comme (lire, comprendre, calculer et traduire), d'où l'intérêt de prendre en compte l'influence du numérique et des nouvelles technologies.

- Historiquement l'IA remonte vers les années 40 avec les travaux de McCulloch et Pitts en 1943 sur la manière de fonctionner des neurones biologiques. Ces travaux ont promu le développement de l'approche connexionniste et la conférence de Macy en 1950 a jeté de manière formelle la possibilité de programmer, à l'aide de l'informatique, l'intelligence humaine. En 1980 s'est développée l'approche symbolique et celle-ci fait reposer l'IA sur la manipulation de symboles. L'avènement de l'intelligence artificielle distribuée est noté en 1970. Celle-ci repose sur les interactions entre des programmes autonomes et leurs environnements (Weiss, 199). De nos jours, nous assistons au développement du système expert et celui-ci est un système informatique qui stimule l'activité humaine pour faire face aux problèmes dépassant ses capacités. Pendant une décennie, l'IA a pris une autre dimension et a surpassé les attentes de bon nombre d'observateurs avec des progrès spectaculaires (Mézard, 149). Ainsi les ordinateurs sont appelés à fonctionner comme les humains notamment en termes de réflexion, de mémorisation.
- Si l'IA a fait l'objet de nombreuses définitions, la plupart d'entre elles se sont focalisées sur la dimension humaine (Zouinar, 4). Elle est définie par Nilsson (2005) comme une mécanisation de l'intelligence humaine alors que Shapiro (1992) l'appréhende comme une science qui utilise l'informatique pour mettre en place des systèmes artificiels qui agissent de manière intelligente. La mise en place de l'IA doit intégrer l'environnement et le contexte de son application. Dans les pays en développement, Il urge de nos jours de trouver une solution aux multiples problèmes de gouvernance qui entravent le développement; nous pouvons citer la corruption, les conflits d'intérêts qui sont entre autres les bases de l'inhibition de toute possibilité d'émerger. Les projets économiques le plus souvent mal ficelés et les détournements de fonds fréquents sont les causes justifiées d'un manque de confiance des communautés vis-à-vis des autorités. Ainsi, les populations de plus en plus avides de changement exigent le respect de leurs droits et que les obligations de l'Etat soient remplies.
- La gouvernance est l'exercice du pouvoir public dans la gestion d'un pays en mettant l'accent sur le respect des droits de chacun et de tous, mais aussi de celui de la communauté. Elle prend en compte une gestion macroéconomique stabilisée et une gestion microéconomique basée sur la politique fiscale, la réglementation et le développement des infrastructures. Selon Chammari (2000), la gouvernance d'un pays se définit comme
 - « l'exercice de l'autorité politique, économique, et administrative pour gérer à tous les niveaux les affaires d'un pays. Elle comprend, de ce fait, les processus, les mécanismes et les institutions au moyen desquels les citoyens et les divers groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits, assurent leurs obligations et négocient pacifiquement et conformément aux lois, donnant une chance égale à tous et à toutes de régler leurs différends et leurs conflits ».
- En d'autres termes la gouvernance est l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative pour gérer à tous les niveaux les affaires d'un pays.
- 12 L'IA serait donc cet outil providentiel qui permet de gérer, contrôler les interactions continuelles entre les hommes et pourrait être une solution à la mal gouvernance puisque des machines très puissantes capables de dépasser les capacités humaines (Boström, 114) offrent cette possibilité.

Contexte de l'étude

Dans cette partie, nous mettrons en évidence les problèmes de gouvernance dans les pays de l'UEMOA particulièrement sur les dimensions qualité de la règlementation, le respect des lois ainsi que la corruption, et ce dans les 8 pays de l'UEMOA. Nous utiliserons à cette fin, les indicateurs de gouvernance mondiale (World Governance Indicators- WGI) qui constituent un ensemble de données résumant les points de vue sur la qualité de la gouvernance des États dans les pays en développement. Ces données proviennent d'instituts de sondage, de groupes de réflexion, d'organisations non gouvernementales, d'organisations internationales et d'entreprises du secteur privé.

Les résultats représentés dans les graphiques ci-dessous sont caractéristiques de la mal gouvernance dans les pays de l'UEMAO. La corruption est présente dans tous les pays et la lutte contre ce phénomène n'a enregistré un score de 60 % que pour le Burkina Faso en 1996 et le Sénégal en 2002. Les pays comme la Guinée-Bissau, le Togo n'atteignent pas un score de 30 % alors que le Niger et le Mali ont difficilement un score de 40 %. Reste la Cote d'Ivoire avec un score maximal en 1996 ne dépassant pas 50 %, et qui a enregistré des scores décroissants de 2003 à 2006 pour ensuite connaître une croissance de son indice de gouvernance jusqu'à 2014 avec un pic maximum de 40 %. Toutefois les crises politiques auxquelles le pays s'est confronté ont sans doute eu une influence sur la corruption.

Rares sont les pays qui respectent les lois, et ce pour toute la période d'étude. La Guinée Bissau enregistre les résultats les plus mitigés, avec un maximum qui dépasse à peine 10 % en 2003 et 2004. Ces résultats peuvent s'expliquer par l'effet de son intégration dans la zone UEMOA en 2001. Le Togo et le Niger enregistrent leurs meilleurs scores en 2016 et 2011 respectivement avec 30 % pour le premier, 42 % pour le second, la cote d'ivoire et le Burkina Faso ne dépassent pas 40 %. Le bénin et le Sénégal font office de bons élèves avec des résultats qui dépassent 50 % sur certaines années pendant que les pays de l'OCDE ont des scores supérieurs à 60 %. Les résultats sont divers et variés pour la qualité règlementation, toutefois il faut préciser qu'aucun pays n'enregistre de progression constante. Certains oscillent alors que d'autres ont du mal à décoller à l'instar de la Guinée-Bissau qui enregistre les scores les plus faibles. Ainsi il convient de signaler que les instabilités politiques, les coups d'état dans cette ancienne colonie portugaise ont vraiment bouleversé son système de gouvernance qui pourrait grandement bénéficier de l'IA pour résorber le vide institutionnel dans certains domaines et région du pays. De fait l'intelligence artificielle va faciliter la vie des gens et surtout pallier aux nombreuses insuffisances notées.

Graphique: Evolution de la qualité de la règlementation, le respect des lois et la corruption dans les 8 pays de l'UEMOA entre 1996-2019

Qualité réglementaire	Respect de la loi	Contrôle de la corruption	
-----------------------	-------------------	---------------------------	--

Source : A partir des données collectées sur la base de données de la banque mondiale (World Governance Indicators- WGI)

Si l'intelligence artificielle est source d'opportunité dans plusieurs domaines, alors il est permis de penser que son utilisation dans les pays en développement peut se faire en s'appuyant sur l'économie mobile. En effet, l'écosystème de la téléphonie mobile

contribue de manière significative au développement de l'économie en Afrique de l'Ouest et représente une création de valeur ajoutée économique de 37 milliards de dollars (soit 6,5 % du PIB). L'impact global englobe directement l'écosystème de la téléphonie mobile, mais indirectement aussi, l'augmentation de la productivité relative à l'utilisation des services et technologies mobiles. En Afrique de l'Ouest, la moitié environ de la population vit dans des zones rurales, la téléphonie mobile joue donc un rôle de plus en plus important pour ce qui est de la réduction des inégalités en matière d'accès et d'utilisation de services clés du numérique. Au Sénégal, moins de 25 % des adultes détiennent un compte bancaire par exemple, dans les zones rurales, ce pourcentage atteint difficilement 10 %. Au Sénégal toujours, une grande partie des impôts locaux sont détournés aux différentes étapes du processus de perception. Ce manque à gagner empêche les communes d'améliorer les qualités des services publics (soins de santé, écoles, etc.), ce qui a un impact négatif sur le mode de vie des populations locales. Les services financiers mobiles cependant continuent à se développer rapidement en Afrique de l'Ouest : le nombre de comptes associés à des services financiers mobiles enregistrés dans la région a atteint les 104,5 millions en 2017, une augmentation de 20,9 % par rapport à l'année dernière. La valeur totale des transactions au cours de cette même période a atteint 5,3 milliards de dollars. Il y a désormais 57 services d'argent mobile actifs en Afrique de l'Ouest (contre 51 en Afrique de l'Est) et, en 2017, la région comptait 34 % du total de comptes d'argent mobile enregistrés en Afrique subsaharienne. Cette croissance est principalement due à l'extension rapide des réseaux d'agents et à un environnement réglementaire favorable. En Afrique de l'Ouest, il y a 13 fois plus d'agents de services financiers mobiles actifs que de succursales bancaires et de distributeurs automatiques1, et 13 pays sur 15 disposent d'un règlement d'habilitation pour leurs services d'argent mobile.

Les avantages de l'IA dans la gouvernance

- 18 L'IA demeure une solution à la lutte contre la mal gouvernance et peut offrir des opportunités de régler les différents problèmes rencontrés dans beaucoup de domaines, surtout dans les pays en développement. Le recours à l'intelligence artificielle est une aubaine incroyable parce que des sujets clefs directement corrélées à notre croissance comme la justice, la santé, la corruption, l'éthique sociale, la sécurité et l'éducation sont dans ses domaines d'application.
- 19 En matière de justice, l'IA permet des rapprochements de textes juridiques et de faciliter la lecture du droit (Guével, 52). Cela permettrait un gain de temps dans les pays comme le Sénégal où de nombreux prisonniers attendent plusieurs années pour être jugés. L'IA permet de stocker des données inimaginables et de traiter des informations qu'aucun humain ne peut faire en temps normal; dans ce cas, elle est donc une alternative au papier dans la conservation des archives si on sait que dans les pays en développement, beaucoup de citoyens ont du mal à retrouver leurs états civils, leurs certificats de nationalité, etc.
- Les pays en développement sont caractérisés aussi par un vide institutionnel dans certaines zones, ce qui entrave la légitimité de leurs États. Ces derniers pourront à travers l'IA retrouver leur souveraineté en affirmant leur présence (Portnoff et Soupizet, 8) et résorber par ailleurs le manque de personnel qualifié, notamment pour les zones les plus reculées. Le manque de médecin ou de sage-femme, d'agents de

sécurité dans les communautés rurales est une illustration. L'IA peut être mise à profit pour diagnostiquer à distance des malades et pour cause, la télémédecine a permis à des patients du tiers monde de bénéficier du traitement d'un spécialiste d'un autre continent et guérir de pathologies graves. Grâce à leurs réseaux connectés, les découvertes et les avancées médicales sont partagées démocratiquement, ce qui profite aussi aux traitants des pays en développement ne disposant pas de technologie appropriée. Le traitement à distance est ainsi un moyen de pallier au manque de spécialistes dans les zones rurales et permet un gain de temps inestimable. Dans ce cas l'IA « augmentera les capacités de diagnostic [des professionnels] en leur faisant gagner du temps sur l'observation fastidieuse des images » (Eric Topol, 37) et augmente les chances de guérison des malades.

Si l'IA est capable de remplacer l'humain dans des secteurs vitaux, aussi sensibles que la médecine, alors il est donc possible d'en développer diverses applications en gestion administrative et financière. Elle permet de lister toutes les parties prenantes (assujetties et ayants droit) pour la distribution d'aide, de dons, la collecte des impôts et aider à la transparence dans les activités. Avec ses réseaux connectés, l'IA peut diminuer ainsi la corruption notamment dans les recouvrements de deniers publics, pour cause l'automatisation des systèmes permet le contrôle permanent et laisse toujours des traces ; les opérateurs et les citoyens sont instantanément identifiés, car constamment dans leurs quotidiens, reliés au monde numérique (utilisation des Smartphones, des serveurs, des machines, des GPS, des applications) et l'IA par sa capacité à mémoriser des plaques, des visages, des textes, offrent aux pays en développement les possibilités d'automatiser les divers paiements et sécuriser tous les processus. En matière d'éthique sociale, elle peut aider à faire les choix convenables, indépendamment de la pression de toute personne en faisant le tri et le classement (Guével, 57), notamment pour le cas des nécessiteux qui doivent bénéficier de l'aide ou des subventions de l'État dont les orientations généralement se font vers une clientèle politique dans la plupart des cas.

L'utilisation des technologies peut constituer un moyen de renforcer les dispositifs sécuritaires avec la télésurveillance ou les reconnaissances faciales. L'intelligence artificielle facilite par ailleurs le contrôle du respect des obligations des populations envers l'état comme ce fut le cas en Chine avec les mesures prises pour éradiquer la pandémie du Covid. Il faudrait juste une coopération avec l'humain pour intervenir en cas de situation imprévue. Ainsi, il est possible par l'IA de trouver en partie une solution aux problèmes d'insécurité (Cartron et al., 5). L'utilisation de l'ordinateur à l'école, dans les universités virtuelles a permis une réduction du gap numérique, des apprenants ont augmenté ainsi leurs capacités de documentation et élevé leurs chances de réussite. L'IA permet donc une réduction de la fracture numérique et des échecs en donnant la même chance à tous.

Les enjeux sont multiples, ils sont d'ordre humain, financier et organisationnel, mais toutefois il faudra craindre pour le devenir des données personnelles recueillies avec le respect des droits humains, les clauses de confidentialité et éviter le piratage (Bertucci et al., 103). Ces données constituent une richesse inestimable pour des individus malintentionnés qui pourraient les utiliser à d'autres fins ou les commercialiser. Toutefois, il faudrait une étude approfondie de l'utilisation de l'IA sur la gouvernance afin de voir son opérationnalisation (Winter et Dodou, 4). Les pays en développement doivent revoir aussi leurs systèmes scolaires et réorienter leurs stratégies davantage en

direction des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Celles-ci évoluent de manière exponentielle, influencent de nombreux domaines de la société, et ce dans le but d'améliorer qualitativement les activités humaines. C'est donc une technologie d'avenir postmoderniste (Ma, 105) et pour cause des secteurs aussi divers et différenciés ont fait de l'intelligence artificielle un outil incontournable pour leur croissance. C'est aussi le cas en science de gestion en ce qui concerne les traitements et gestion de dossiers, les transferts d'argent, les retraits par carte bancaire, les informations automatiques de mouvements des comptes, la sécurisation des documents comptables et autres...

24 Toutes les sociétés du monde qu'elles soient urbaines ou rurales ont recours à l'intelligence artificielle; celle-ci semble quotidiennement intervenir dans nos vies en renforçant notre bien-être. Il n'y a pas un seul domaine des activités de l'homme hermétique ou insensible à son avancée. L'IA occupe donc une place centrale dans l'avenir de l'humanité et s'impose de plus en plus comme une technologie futuriste incontournable. Toutefois, il existe un grand fossé entre les États-Unis, la Chine et les autres pays notamment ceux des pays en développement en termes de recours aux nouvelles technologies de communication et pourtant ceux-ci souffrent de problèmes structurels qui peuvent être rapidement résorbés par l'IA. En effet, les entorses à la gouvernance plombent leurs développements. Cet article met l'accent sur les avantages de l'utilisation de l'IA pour améliorer la gouvernance des pays en développement. Dans notre cas, il s'agit des pays membres de l'UEMOA qui n'arrivent pas à faire face à la corruption, d'avoir du personnel qualifié dans les zones les plus reculées, de faire des choix rationnels dans la sélection de certaines personnes, voire de bien gérer les dossiers administratifs. Ainsi l'IA est une solution pour pallier au manque de personnel sanitaire qualifié dans les zones rurales en permettant à des malades de bénéficier localement de traitement de spécialistes très éloignés parfois. En gestion, les avantages de l'IA sont multiples. Il faut dire qu'avec les avancées démocratiques et les exigences des populations pour la satisfaction prompte de leurs affaires, l'IA est la solution idéale. Du rangement au tri des documents, de la tenue des comptes aux transactions financières, de multiples services sont offerts, il faut seulement une connexion à un réseau pour en bénéficier ; sans omettre par ailleurs sa capacité à améliorer la sécurité des populations avec la reconnaissance faciale. Nous signalerons cependant malgré toutes ces facilités obtenues grâce à l'IA, que des dispositions doivent être prises par les différents pays, surtout ceux en voie de développement pour la protection des données personnelles de leurs citoyens. Ces Etats gagneraient à mutualiser leurs efforts en matière de recherche, car pris individuellement, aucun parmi eux ne pourrait disposer de moyens financiers suffisants pour relever tous les défis liés à la sécurisation des données de masse et à son contrôle. Les pays en développement devraient surtout coopérer dans le domaine de la recherche pour permettre à leurs ingénieurs d'être au niveau de ceux des autres pays. Ce sont les conditions justes et équitables de l'utilisation de l'IA au bénéfice de l'humanité.

BIBLIOGRAPHIE

Alexandre, L. (2020). Jouissez jeunesse! : Petit manuel à l'attention de ceux qui choisiraient de ne pas croire à la fin du monde.

Bertucci, F., Le Corroller-Soriano, A.-G., Monneur, A., Fluzin, S., Viens, P., Maraninchi, D., & Goncalves, A. (2020). Santé numérique et « cancer hors les murs », Big Data et intelligence artificielle. Bulletin du Cancer, 107(1), 102-112. https://doi.org/10.1016/j.bulcan.2019.07.006

Bostrom, N. (2014). Superintelligence: Paths, dangers, strategies (First published). Oxford University Press.

Cartron, E., Lecordier, D., & Jovic, L. (2019). L'intelligence artificielle en santé : Une promesse, un défi et une opportunité de dialogue interdisciplinaire. Recherche en soins infirmiers, N° 137(2), 5. https://doi.org/10.3917/rsi.137.0005

Chammari, K. (2000). Gouvernance, Décentralisation, droits de l'homme et société civile [Atelier sur la gouvernance à l'intention des journalistes maghrébins].

Crowston, K., & Bolici, F. (2019). Impacts of Machine Learning on Work. Hawaii International Conference on System Sciences. https://doi.org/10.24251/HICSS.2019.719

De Winter, J. C. F., & Dodou, D. (2014). Why the Fitts list has persisted throughout the history of function allocation. Cognition, Technology & Work, 16(1), 1-11. https://doi.org/10.1007/s10111-011-0188-1

Ellul, J. (1977). Le système technicien (Calmann-Lévy).

Guével, D. (2019). Intelligence artificielle et décisions juridictionnelles. Quaderni, 98, 51-59. https://doi.org/10.4000/quaderni.1433

Ma, A. (2019). Coopération entre la Chine et la France dans le domaine de l'intelligence artificielle. Monde chinois, N° 59(3), 104. https://doi.org/10.3917/mochi.059.0104

McCulloch, W. S., & Pitts, W. (1943). A logical calculus of the ideas immanent in nervous activity. The Bulletin of Mathematical Biophysics, 5(4), 115-133. https://doi.org/10.1007/BF02478259

Mézard, M. (2019). L'intelligence artificielle et la démarche scientifique. Le Débat, n° 207(5), 148. https://doi.org/10.3917/deba.207.0148

Nils J. Nilsson. (2005). Human-Level Artificial Intelligence? Be Serious! AI Magazine, 26(4). https://doi.org/10.1609/aimag.v26i4.1850

Portnoff, A.-Y. (2018). Santé et intelligence artificielle : À propos du rapport du Conseil de l'ordre des médecins sur l'impact de la diffusion du numérique sur la pratique de la médecine. Futuribles, N° 425(4), 53. https://doi.org/10.3917/futur.425.0053

Portnoff, A.-Y., & Soupizet, J.-F. (2018). Intelligence artificielle: Opportunités et risques. Futuribles, N° 426(5), 5. https://doi.org/10.3917/futur.426.0005

Shapiro, S. C. (Éd.). (1987). Encyclopedia of artificial intelligence. Wiley.

Topol, E. (2016). The Patient Will See You Now: The Future of Medicine Is in Your Hands. Basic Books. https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p =4786012

Weiss, G. (Éd.). (2000). Multiagent systems: A modern approach to distributed artificial intelligence (2. print). MIT Press.

Zouinar, M. (2020). Évolutions de l'Intelligence Artificielle: Quels enjeux pour l'activité humaine et la relation Humain-Machine au travail? Activites, 17-1. https://doi.org/10.4000/activites.4941

NOTES

1. Plus de 13 fois le nombre total de succursales bancaires et de distributeurs automatiques de la région pour 12 pays sur 15 pour lesquels les données étaient disponibles lors de l'enquête sur l'accès aux services financiers (Financial Access Survey, FAS) en 2016.

RÉSUMÉS

L'intelligence artificielle (IA) est un pilier stratégique pour l'avenir de l'humanité. Dans cette perspective, cet article s'intéresse aux avantages et potentialités de son utilisation dans les pays en développement, notamment dans la gouvernance de ceux membres de l'UEMOA. Ainsi, il convient de souligner que l'IA pourrait améliorer de manière significative la gouvernance des pays de l'UEMOA en limitant les intermédiations dans les systèmes de collecte ou de paiement et contribuer ainsi à une meilleure transparence des dispositifs . Elle peut suppléer par ailleurs le manque de personnel qualifié, surtout les médecins dans les zones les plus reculées, renforcer aussi la sécurité par sa capacité à faire respecter la loi dans la mise en place de moyens d'identification et de contrôle, notamment grâce à la télé caméra avec les reconnaissances faciales. Toutefois, les pays en développement pour cause de retard technologique n'ont pas la capacité d'exploiter pleinement l'IA à l'heure actuelle, il leur faudrait donc mutualiser les efforts et orienter leurs systèmes scolaires à mieux préparer les générations présentes aux futures mutations et aux enjeux planétaires.

Artificial intelligence (AI) is a strategic pillar for the future of humanity. In this perspective, this article examines the advantages and potentials of its use in developing countries, particularly in the governance of those members of UEMOA. Thus, it should be emphasized that AI could significantly improve the governance of WAEMU countries by limiting intermediation in collection or payment systems and thus contribute to better transparency of the systems. It also makes up for the lack of qualified personnel, especially doctors in the most remote areas, it also strengthens security through its ability to enforce the law in the establishment of means of identification and control, in particular through the TV camera with facial recognition. However, developing countries, due to technological backwardness, do not have the capacity to fully exploit AI at the present time, so they should pool efforts and orient their school systems to better prepare the present generations for future changes and planetary issues.

INDEX

Mots-clés: Intelligence artificielle; Gouvernance; Pays en développement; UEMOA.

Keywords: Artificial intelligence; Governance; Developing countries; UEMOA

Palabras claves: Inteligencia artificial; Gobernanza; País en desarrollo; UEMOA

AUTEURS

MAMADOU NDIONE

Université de Bourgogne, France Diéne Kolly Ousseynou DIOUF Université de Ziguinchor, Sénégal